



## Message 2019-DIAF-5

12 novembre 2019

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret approuvant la fusion des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret donnant force de droit à la fusion des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers.

Le présent message se divise selon le plan suivant:

<b>1. Historique</b>	<b>1</b>
<b>2. Données statistiques</b>	<b>2</b>
<b>3. Conformité au plan de fusions</b>	<b>2</b>
<b>4. Aide financière</b>	<b>2</b>
<b>5. Commentaires sur la convention de fusion</b>	<b>2</b>
<b>6. Commentaires sur le projet de décret</b>	<b>2</b>
<b>7. Etat des communes, referendum et entrée en vigueur</b>	<b>2</b>

#### 1. Historique

Le plan de fusion établi par le Préfet du district de la Singine intègre le projet «Sense Mittelland» composé des cinq communes d'Alterswil, Heitenried, St. Antoni, St. Ursen et Tafers.

En 2014, les conseils communaux de St. Antoni et Tafers ont décidé d'examiner une collaboration plus intense pouvant aboutir même à une éventuelle fusion. En date du 18 octobre 2015, un vote consultatif a eu lieu dans les deux communes, précédé d'une séance d'information. Les deux communes ont accepté d'examiner de manière plus détaillée les modalités d'une fusion. Un comité de pilotage et des groupes de travail ont été instaurés et un mandat d'accompagnement externe du projet a été contracté.

En novembre 2016, il a été décidé d'adresser une demande aux communes d'Alterswil, Heitenried et St. Ursen quant à leur souhait de rejoindre le projet de fusion. Les communes de Heitenried et St. Ursen ont communiqué qu'elles ne souhaitaient pas faire partie du projet. Le conseil communal d'Alterswil a décidé en décembre 2016 de participer à l'étude de fusion. Un rapport de fusion a été établi et les résultats ont été présentés à la population des trois communes en mai 2018. Par la suite le rapport a été retravaillé.

Le 10 septembre 2018, un premier projet de convention de fusion a été transmis au Service des communes pour examen préalable. Le projet définitif de convention de fusion a été transmis par lettre du 17 janvier 2019.

La convention de fusion a été signée les 11, 15 et 18 février 2019 par les conseils communaux de Tafers, Alterswil et St. Antoni. En mars 2019, des séances d'information pour la population ont été organisées dans les trois communes.

La fusion des trois communes a été soumise au vote populaire le 19 mai 2019; les résultats ont été les suivants:

> Alterswil	1597 électeurs	1013 votes valables
	574 oui	439 non
> St. Antoni	1660 électeurs	1078 votes valables
	786 oui	292 non
> Tafers	2616 électeurs	1324 votes valables
	916 oui	408 non

## 2. Données statistiques

	Alterswil	St. Antoni	Tafers	Fusion
Population légale au 31.12.2010	1929	1925	2851	6705
Population légale au 31.12.2018	2028	2076	3450	7554
Surface en km <sup>2</sup>	16,14	16,79	8,42	41,35
Coefficients d'impôts 2019:				
Personnes physiques, en%	79,0	87,0	75,0	75,0
Personnes morales, en%	79,0	87,0	75,0	75,0
Contribution immobilière, en%	1,25	2,00	1,50	1,50
Péréquation financière 2019:				
Indice du potentiel fiscal IPF	80,40	79,60	96,99	87,63
Indice synthétique des besoins ISB	98,70	86,64	103,69	97,28

## 3. Conformité au plan de fusions

Le plan de fusions établi par le Préfet de la Singine et approuvé par le Conseil d'Etat en date du 28 mai 2013 englobe le projet «Sense Mittelland» composé des cinq communes d'Alterswil, Heitenried, St. Antoni, St. Ursen et Tafers. Ainsi la fusion des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers peut être considérée comme une étape intermédiaire dans le plan de fusions au sens des considérations de l'arrêté du 28 mai 2013.

## 4. Aide financière

L'aide financière correspond à la somme des montants obtenus en multipliant, pour chaque commune concernée, le montant de base par le multiplicateur. Le montant de base s'élève à 200 francs par commune, multiplié par le chiffre de sa population légale qui est établi au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) du 9 décembre 2010 (RSF 141.1.1). La loi étant entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, c'est la population légale au 31 décembre 2010 qui est retenue.

Ainsi les communes bénéficieront d'une aide financière qui s'élève à:

- > 385 800 francs pour une population légale de 1929 habitants pour la commune d'Alterswil
- > 385 000 francs pour une population légale de 1925 habitants pour la commune de St. Antoni,
- > 570 200 francs pour une population légale de 2851 habitants pour la commune de Tafers,

soit au total un montant de base de 1 341 000 francs.

Le montant de base est multiplié par un facteur de 1,1 lorsque trois communes fusionnent. Ainsi, l'aide financière octroyée à la nouvelle commune de Tafes s'élèvera au total à 1 475 100 francs.

L'aide financière est versée dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion. La fusion des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers sera effective au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Le verse-

ment interviendra donc en 2022 dans les limites des moyens budgétaires mis à disposition par la LEFC.

## 5. Commentaires sur la convention de fusion

La convention de fusion, dont une copie est annexée au présent message, est le document soumis pour approbation aux citoyennes et citoyens des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers, conformément à l'article 134d de la loi sur les communes (LCo) du 25 septembre 1980 (RSF 140.1). Les corps électoraux se sont prononcés le 19 mai 2019.

## 6. Commentaires sur le projet de décret

L'article 1 du projet de décret précise la date à laquelle la fusion des trois communes prendra effet.

L'article 2 indique le nom de la nouvelle commune et son appartenance au district du Singine.

L'article 3 reprend quelques éléments importants de la convention de fusion, réglant les problèmes des limites territoriales, des droits de cité ainsi que du bilan de chaque commune.

L'article 4 fixe le montant de l'aide financière relative à la fusion et précise les modalités de versement.

## 7. Etat des communes, referendum et entrée en vigueur

La modification de l'ordonnance du 24 novembre 2015 indiquant les noms des communes et leur rattachement aux districts administratifs (ONCD, RSF 112.51) aura lieu dans un deuxième temps. Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021, date d'entrée en vigueur de la présente fusion, les noms d'Alterswil et de St. Antoni seront supprimés de l'article 4 ONCD.

En tenant compte de la présente fusion de communes et sous réserve d'autres fusions entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le canton comptera à cette date encore 131 communes.

Le présent décret, comportant un soutien financier d'encouragement aux fusions octroyé sur la base et conformément aux articles 9 à 15 LEFC, n'entraîne pas une dépense nouvelle<sup>1</sup>, car la LEFC a elle-même fait l'objet d'un referendum financier obligatoire<sup>2</sup>. Les décrets de fusion appliquant la LEFC ne sont dès lors pas soumis au referendum financier.

N'étant pas soumis au referendum, le présent décret peut entrer en vigueur dès son adoption par le Grand Conseil et sa publication dans le Recueil officiel.

#### **Annexe**

—

Convention de fusion (uniquement en allemand)

---

<sup>1</sup> Art. 46 al. 1 let. b de la Constitution du canton de Fribourg (Cst.) du 16 mai 2004 (RSF 10.1), art. 24 al. 1 let. a de la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25 novembre 1994 (RSF 610.1)

<sup>2</sup> Votation populaire du 15 mai 2011



## Botschaft 2019-DIAF-5

12. November 2019

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf zum Dekret, das dem Zusammenschluss der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers Rechtskraft verleiht.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

<b>1. Geschichtliches</b>	<b>4</b>
<b>2. Statistische Daten</b>	<b>5</b>
<b>3. Übereinstimmung mit dem Fusionsplan</b>	<b>5</b>
<b>4. Finanzhilfe</b>	<b>5</b>
<b>5. Kommentar zur Fusionsvereinbarung</b>	<b>5</b>
<b>6. Kommentar zum Dekretsentwurf</b>	<b>5</b>
<b>7. Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten</b>	<b>5</b>

#### 1. Geschichtliches

Der vom Oberamtmann des Sensebezirks erstellte Fusionsplan beinhaltet das Projekt «Sense Mittelland», das die Gemeinden Alterswil, Heitenried, St. Antoni, St. Ursen und Tafers umfasst.

Im Jahr 2014 beschlossen die Gemeinderäte von St. Antoni und Tafers, eine intensivere Zusammenarbeit bis hin zu einer möglichen Fusion zu prüfen. Am 18. Oktober 2015 fand in den beiden Gemeinden eine Konsultativabstimmung statt, der eine Informationsveranstaltung vorausgegangen war. Beide Gemeinden stimmten der vertieften Prüfung einer Fusion zu. Es wurden eine Kerngruppe zur Projektsteuerung und mehrere Arbeitsgruppen eingesetzt sowie eine externe Projektbegleitung beauftragt.

Im November 2016 wurde beschlossen, die Gemeinden Alterswil, Heitenried und St. Ursen anzufragen, ob sie sich dem Fusionsprojekt anschliessen möchten. Die Gemeinden Heitenried und St. Ursen erteilten eine Absage. Der Gemeinderat von Alterswil beschloss im Dezember 2016, an der Fusionsstudie teilzunehmen. Ein Fusionsbericht wurde ausgearbeitet und der Bevölkerung der drei Gemeinden im Mai 2018 vorgestellt; anschliessend wurde der Bericht überarbeitet.

Am 10. September 2018 wurde dem Amt für Gemeinden ein erster Entwurf der Fusionsvereinbarung zur Vorprüfung zugestellt. Der definitive Entwurf wurde mit Brief vom 17. Januar 2019 übermittelt.

Die Fusionsvereinbarung wurde am 11., 15. und 18. Februar 2019 von den Gemeinderäten von Tafers, Alterswil und St. Antoni unterzeichnet. Im März 2019 fanden in den drei Gemeinden Informationsveranstaltungen für die Bevölkerung statt.

Der Zusammenschluss wurde in den drei Gemeinden am 19. Mai 2019 einer Volksabstimmung unterbreitet. Die Abstimmung ergab folgende Resultate:

> Alterswil	1597 Stimmberechtigte	1013 gültige Stimmen
	574 Ja	439 Nein
> St. Antoni	1660 Stimmberechtigte	1078 gültige Stimmen
	786 Ja	292 Nein
> Tafers	2616 Stimmberechtigte	1324 gültige Stimmen
	916 Ja	408 Nein

## 2. Statistische Daten

	Alterswil	St. Antoni	Tafers	Fusion
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2010	1929	1925	2851	6705
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2018	2028	2076	3450	7554
Fläche in km <sup>2</sup>	16,14	16,79	8,42	41,35
Steuerfüsse 2019:				
<i>natürliche Personen, in%</i>	79,0	87,0	75,0	75,0
<i>juristische Personen, in%</i>	79,0	87,0	75,0	75,0
<i>Liegenschaftssteuer, in‰</i>	1,25	2,00	1,50	1,50
Finanzausgleich 2019:				
<i>Steuerpotenzialindex StPI</i>	80,40	79,60	96,99	87,63
<i>Synthetischer Bedarfsindex SBI</i>	98,70	86,64	103,69	97,28

## 3. Übereinstimmung mit dem Fusionsplan

Der vom Oberamtman des Sensebezirks ausgearbeitete und vom Staatsrat am 28. Mai 2013 genehmigte Fusionsplan beinhaltet das Projekt «Sense Mittelland», welches die Gemeinden Alterswil, Heitenried, St. Antoni, St. Ursen und Tafers umfasst. Der Zusammenschluss der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers ist folglich als ein Zwischenschritt im Rahmen des Fusionsplans im Sinne der Erwägungen des Beschlusses vom 28. Mai 2013 zu betrachten.

## 4. Finanzhilfe

Die Finanzhilfe entspricht der Summe der Beträge, die sich für jede betroffene Gemeinde aus der Multiplikation des Grundbetrags mit dem Multiplikator ergeben. Der Grundbetrag beläuft sich auf 200 Franken pro Gemeinde, multipliziert mit ihrer zivilrechtlichen Bevölkerungszahl. Massgebend ist die Bevölkerungszahl zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) vom 9. Dezember 2010 (SGF 141.1.1). Das Gesetz ist am 1. Januar 2012 in Kraft getreten, daher wird die zivilrechtliche Bevölkerung am 31. Dezember 2010 berücksichtigt.

Somit erhalten die Gemeinden eine Finanzhilfe, die sich auf

- > 385 800 Franken für die Gemeinde Alterswil, bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 1929 Einwohnern;
- > 385 000 Franken für die Gemeinde St. Antoni, bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 1925 Einwohnern, und
- > 570 200 Franken für die Gemeinde Tafers, bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 2851 Einwohnern,

beläuft, also insgesamt einen Grundbetrag von 1 341 000 Franken.

Der Grundbetrag wird beim Zusammenschluss von drei Gemeinden mit einem Multiplikator von 1,1 multipliziert. Die an die neue Gemeinde Tafers ausgerichtete Finanzhilfe wird sich auf insgesamt 1 475 100 Franken belaufen.

Die Finanzhilfe wird in dem auf das Inkrafttreten des Zusammenschlusses folgenden Jahr ausgerichtet. Der Zusammenschluss der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers erfolgt auf den 1. Januar 2021. Die Zahlung wird demzufolge 2022 im Rahmen der verfügbaren und durch das GZG zur Verfügung gestellten Mittel vorgenommen.

## 5. Kommentar zur Fusionsvereinbarung

Die Fusionsvereinbarung (Kopie im Anhang) wurde gemäss Artikel 134d des Gesetzes über die Gemeinden (GG) vom 25. September 1980 (SGF 140.1) den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern von Alterswil, St. Antoni und Tafers unterbreitet. Die Stimmberechtigten stimmten am 19. Mai 2019 darüber ab.

## 6. Kommentar zum Dekretsentwurf

Artikel 1 des Dekretsentwurfs legt das Datum fest, an dem der Zusammenschluss der drei Gemeinden wirksam wird.

Artikel 2 nennt den Namen der neuen Gemeinde und ihre Zugehörigkeit zum Sensebezirk.

Artikel 3 hält wesentliche Elemente der Fusionsvereinbarung fest. Dazu gehören die Gemeindegrenzen, das Bürgerrecht und die Bilanz jeder Gemeinde.

Artikel 4 legt den Betrag der Finanzhilfe an den Zusammenschluss und die Auszahlungsmodalitäten fest.

## 7. Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten

Die Änderung der Verordnung vom 24. November 2015 über die Namen der Gemeinden und deren Zugehörigkeit zu den Verwaltungsbezirken (NGBV, SGF 112.51) wird in einem zweiten Schritt erfolgen. Auf das Datum des Inkrafttretens der erwähnten Fusion am 1. Januar 2021 werden die Gemeindegrenzen Alterswil und St. Antoni aus Artikel 4 NGBV gestrichen.

Unter Vorbehalt allfälliger weiterer Gemeindezusammenschlüsse auf den 1. Januar 2021 wird der Kanton an diesem Datum mit der vorliegenden Fusion noch 131 Gemeinden zählen.

Dieses Dekret, das eine auf Artikel 9 bis 15 GZG basierende Finanzhilfe für die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse beinhaltet, hat keine neue Ausgabe<sup>1</sup> zur Folge, da das GZG selber Gegenstand eines obligatorischen Finanzreferendums<sup>2</sup> war. Die auf dem GZG beruhenden Fusionsdekrete unterliegen daher nicht dem Finanzreferendum.

Da es nicht dem Finanzreferendum unterliegt, kann dieses Dekret nach seiner Verabschiedung durch den Grossen Rat und seiner Publikation in der Amtlichen Sammlung sogleich in Kraft treten.

#### **Anhang**

—

Fusionsvereinbarung

---

<sup>1</sup> Art. 46 Abs. 1 Bst. b der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) vom 16. Mai 2004 (SGF 10.1), Art. 24 Abs. 1 Bst. a des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25. November 1994 (SGF 610.1)

<sup>2</sup> Volksabstimmung vom 15. Mai 2011

**Décret approuvant la fusion des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: -  
Modifié(s): -  
Abrogé(s): -

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu les articles 1, 133 et 134d de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);

Vu la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC);

Vu le résultat de la votation du 19 mai 2019 dans les communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers;

Vu le message 2019-DIAF-5 du Conseil d'Etat du 12 novembre 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Les décisions des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers de fusionner avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021 sont entérinées.

**Art. 2**

<sup>1</sup> La commune nouvellement constituée porte le nom de Tafers et fait partie du district de la Singine.

**Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: -  
Geändert: -  
Aufgehoben: -

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 1, 133 und 134d des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG);

gestützt auf das Gesetz vom 9. Dezember 2010 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG);

gestützt auf das Resultat der Abstimmung vom 19. Mai 2019 in den Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers;

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DIAF-5 des Staatsrats vom 12. November 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Die Beschlüsse der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers, sich mit Wirkung auf den 1. Januar 2021 zusammenzuschliessen, werden genehmigt.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Die neue Gemeinde trägt den Namen Tafers und gehört zum Sensebezirk.

### **Art. 3**

<sup>1</sup> En conséquence, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021:

- a) les territoires des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers sont réunis en un seul territoire, celui de la nouvelle commune de Tafers; les noms d'Alterswil et St. Antoni cessent d'être des noms de communes;
- b) les personnes titulaires du droit de cité des communes d'Alterswil et St. Antoni acquièrent le droit de cité de la nouvelle commune de Tafers;
- c) l'actif et le passif des communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers sont réunis pour constituer le bilan de la nouvelle commune de Tafers.

<sup>2</sup> Pour le reste, les dispositions de la convention entérinée le 19 mai 2019 par les communes d'Alterswil, St. Antoni et Tafers sont applicables.

### **Art. 4**

<sup>1</sup> L'Etat verse un montant de 1 475 100 francs à la nouvelle commune de Tafers au titre d'aide financière à la fusion.

<sup>2</sup> Cette aide financière est versée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## **II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

## **III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

## **IV.**

Le présent décret n'est pas soumis au référendum.  
Il entre en vigueur immédiatement.

### **Art. 3**

<sup>1</sup> Infogedessen gilt ab dem 1. Januar 2021 Folgendes:

- a) Die Gemeindegebiete von Alterswil, St. Antoni und Tafers werden zu einem einzigen Gemeindegebiet vereinigt, demjenigen der neuen Gemeinde Tafers. Die Namen Alterswil und St. Antoni sind von diesem Zeitpunkt an keine Gemeinendenamen mehr.
- b) Personen mit Bürgerrecht der Gemeinden Alterswil und St. Antoni erhalten das Bürgerrecht der neuen Gemeinde Tafers.
- c) Die Aktiven und Passiven der Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers werden vereinigt und bilden die Bilanz der neuen Gemeinde Tafers.

<sup>2</sup> Im Übrigen gelten die Bestimmungen der Vereinbarung, die von den Gemeinden Alterswil, St. Antoni und Tafers am 19. Mai 2019 genehmigt wurde.

### **Art. 4**

<sup>1</sup> Der Staat zahlt der neuen Gemeinde Tafers als Finanzhilfe an den Zusammenschluss einen Betrag von 1 475 100 Franken.

<sup>2</sup> Die Finanzhilfe wird ab dem 1. Januar 2022 ausgerichtet.

## **II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## **III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## **IV.**

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.  
Es tritt sofort in Kraft.